

Lien social et Politiques

Présentation : Les solidarités sans frontières : entre permanence et changements

Pascale Dufour et Isabelle Giraud

Les solidarités sans frontières : entre permanence et changements
Numéro 58, automne 2007

URI : id.erudit.org/iderudit/017547ar

DOI : [10.7202/017547ar](https://doi.org/10.7202/017547ar)

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN 1204-3206 (imprimé)
1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Dufour, P. & Giraud, I. (2007). Présentation : Les solidarités sans frontières : entre permanence et changements. *Lien social et Politiques*, (58), 5–12. doi:10.7202/017547ar

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 2007

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

Présentation

Les solidarités sans frontières : entre permanence et changements

Au printemps 2001, le n° 45 de *Lien social et Politiques* posait la question des frontières du social à l'heure de la mondialisation. Les contributions concluaient à la nécessaire prise en considération des espaces nationaux dans les analyses empiriques, ainsi qu'aux limites du changement induit par la circulation planétaire des discours et des acteurs du social. Ce numéro, qui porte sur le thème précis de la transnationalisation des solidarités, s'inscrit dans la continuité de ce questionnement. Il met toutefois l'accent sur l'innovation et la nouveauté des pratiques des acteurs et la manière dont ces pratiques redéfinissent la « fabrication » de solidarités multiples, sans toujours s'inscrire dans un contexte strictement national. De fait, dans le champ des mouvements sociaux, s'observe une croissance exponentielle des recherches qui analysent la nouveauté de ces phénomènes : nouveauté des répertoires d'action et des échelles de lutte ; renouvellement des formes identitaires caractérisées par une fluidité croissante des identités militantes, là où se rencontraient des identités sociales ou organisationnelles ; nouveauté des discours concernant la forme néolibérale de la mondialisation économique et le rapport aux institutions, à la démocratie et enfin, émergence de nouveaux acteurs issus de mouvements sociaux des pays du Sud. L'augmentation rapide du nombre d'organisations internationales non gouvernementales (OING) et de mouvements sociaux transnationaux depuis les années 1980 a induit la production d'analyses mettant l'accent sur leur nouveauté et sur leurs caractéristiques liées au phénomène d'accélération de la mondialisation. Cependant, cette insistance sur la nouveauté des actions collectives par-delà les frontières nous incite aussi à poser la question des limites de cette dimension novatrice. L'héritage historique des phénomènes liés à la mondialisation nous montre une histoire traversée par des luttes antérieures qui se caractérisent par des rapports sociaux structurants s'étant tantôt inscrits dans des cadres nationaux, tantôt dans des formes d'ores et déjà transnationales. Il s'agit donc bien de qualifier la nature des changements observables dans les pratiques de solidarité.

La méthode privilégiée dans ce numéro pour interroger la permanence et les changements dans la construction de réseaux, de mouvements sociaux et d'actions collectives par-delà les frontières nationales repose sur l'idée d'élargir l'étendue des phénomènes observés dans le temps et dans l'espace ainsi que de diversifier l'ancrage géographique des auteurs. La transnationalisation des solidarités incite à la transnationalisation de la recherche. L'appel à contribution lancé pour ce numéro de *Lien social et Politiques* permettait à toute personne travaillant sur la transnationalisation des solidarités, quelque part dans le monde, d'inscrire son objet de recherche dans le thème du numéro. Le Sud, ou plutôt les Sud apparaissent ainsi non seulement comme espaces de recherches empiriques, mais aussi comme espaces de production théorique. Ainsi, les travaux présentés ici portent sur des aires géographiques peu présentes dans la recherche francophone, comme l'Asie du Sud-Est ou l'Amérique latine. Ce faisant, ce numéro propose de multiplier les possibilités de comparaison empiriques et théoriques sur les plans spatio-temporel.

En outre, les objets des recherches empiriques présentées dans ce numéro portent aussi sur des mouvements sociaux transnationaux mal représentés dans la littérature, en particulier les mouvements transnationaux des

femmes. La recherche sur les mouvements sociaux s'est avant tout concentrée sur deux formes de transnationalisation de l'action collective, distinguées en fonction de leur mode d'organisation : un mode formalisé à travers des OING et une pratique de réseaux informels, représentée par les mouvements sociaux transnationaux. Les OING, les mieux documentées aujourd'hui, sont reconnues et souvent institutionnalisées par les États et les organismes internationaux, comme l'Organisation des Nations Unies et l'Union européenne. Les pouvoirs publics contribuent ainsi à leur financement, les consultent ou leur demandent des expertises, avec pour conséquence une certaine juridisation de leurs actions politiques, l'entretien d'un élitisme des acteurs et actrices qui agissent à l'échelle transnationale et la production d'identités collectives organisationnelles. Cette reconnaissance politique, accompagnée d'une visibilité médiatique accrue, procure des avantages financiers incontestables, même s'ils présentent le risque d'une certaine professionnalisation des activités militantes, ce que redoutent souvent les mouvements sociaux. Malgré tout, l'action collective transnationale sur un mode organisationnel stable gagne du terrain et désormais les chercheurs parlent aussi d'organisations transnationales de mouvement social (TSMO). Ces organisations formalisées côtoient à l'échelle transnationale des mouvements qui se mettent en réseau de manière plus informelle, surtout étudiés à travers le mouvement altermondialiste, encore appelé mouvement pour une «mondialisation par le bas» ou «pour une justice sociale mondiale». De forums sociaux mondiaux en forums sociaux européens, le mouvement pour une autre mondialisation qui regroupe à la fois des syndicats, des OING, des TSMO, des représentants de partis politiques, des associations et des mouvements sociaux nationaux, a quelque peu occulté l'existence d'autres mouvements transnationaux concernant les groupes de base des sociétés du Nord et du Sud. Nous pensons tout particulièrement aux mouvements transnationaux des femmes et de défense de causes particulières (défense des travailleurs migrants ou lutte contre le trafic sexuel), auxquels ce numéro redonne toute leur place.

En adoptant un angle sociologique et historique qui privilégie la mise en lumière des difficultés relationnelles qui traversent la construction d'actions collectives et qui tient compte de la persistance des rapports sociaux inégalitaires Nord-Sud et de rapports sociaux de sexe, ce numéro propose d'analyser la construction des solidarités sans frontières et leur éventuelle transformation à partir d'un décentrement de l'observateur et du regard. Il invite ainsi à repenser ce qu'une approche féministe apporte aux théorisations sexuellement neutres, ce que le Sud apporte aux théorisations construites au Nord et interroge la dimension socialement située de toute théorisation. N'est-elle pas dépendante de la place occupée par les chercheurs et chercheuses dans les rapports de pouvoir et de domination ?

Nos réflexions sur la question des permanences et des changements des solidarités sans frontières à partir d'une approche relationnelle, centrée sur les rapports de pouvoir, nous invitent à organiser le numéro en deux

temps. Dans une première partie, les contributions insistent sur les héritages historiques et politiques qui limitent les capacités de mobilisation transnationale. Dans une seconde partie, les recherches s'attachent plus particulièrement aux acteurs et actrices militants par-delà les frontières, à leurs caractéristiques et leur organisation pour des changements politiques et sociaux qui eux-mêmes s'inscrivent dans une compréhension mondiale des phénomènes socio-économiques et de leurs effets.

Solidarités sans frontières : des processus historiques et politiques

La construction de solidarités transnationales n'est ni nouvelle, ni ahistorique. L'étude de ce phénomène lors de périodes historiques antérieures conduit à repenser leur nouveauté aujourd'hui. Les solidarités par-delà les frontières ont une histoire qui nous révèle l'existence de permanences d'ordre identitaire, institutionnel et idéaliste : une élite organisatrice, capable d'inscrire l'action collective dans des relations structurées avec l'environnement politique, mobilisant sur les bases d'idéaux de justice, telles sont déjà les caractéristiques des mouvements anciens. En outre, les mobilisations transnationales récentes s'inscrivent dans des histoires nationales de mobilisation des mouvements sociaux et se trouvent limitées par les contextes politiques structurant leur mode d'interaction avec les institutions et leurs univers des possibles.

L'idéal de justice occupe une position particulière dans la construction de solidarités transnationales depuis fort longtemps, comme fondement idéologique et émotionnel sans frontières. L'étude d'Anick Druelle sur les rencontres internationales de femme au XIX^e siècle nous montre que la question des droits des femmes n'était pas absente des premiers rassemblements mondiaux que représentent les expositions universelles, scènes internationales utilisées par les mouvements sociaux pour faire avancer leurs causes. Au contraire, les femmes bourgeoises européennes et américaines militant pour leurs droits civils et le suffrage féminin luttèrent pour obtenir des espaces d'expression de leurs revendications, tribunes ou bâtiment consacrés, où elles diffusaient aussi leurs représentations de la féminité et construisaient « la femme blanche » comme modèle universel. Ainsi, dans un contexte fortement marqué par des relations sociales inégalitaires, l'auteure fait ressortir la centralité des rapports de pouvoir en jeu lorsqu'il est question de sexe, de race, de classe et de sexualité, des rapports sans doute plus criants au XIX^e siècle, mais toujours d'actualité.

L'exemple de la mobilisation européenne et américaine, pour sauver les époux Rosenberg accusés d'espionnage au début des années 1950, que nous présente Vanessa Codaccioni, montre également l'existence d'une longue tradition de mobilisation transnationale contre les injustices. Elle repose beaucoup sur des solidarités professionnelles (entre avocats) et politiques (entre communistes, entre anarchistes) préexistantes. Pour comprendre la rapidité et l'ampleur des manifestations de soutien aux condamnés, l'auteure insiste sur l'importance

d'analyser cette mobilisation par-delà les frontières non seulement comme événement singulier, mais aussi en ce qui concerne les traditions historiques de mobilisation, transnationales et nationales, avec ses organisations, ses répertoires d'action et ses acteurs. On remarque là encore à l'œuvre la force des rapports sociaux et politiques inégalitaires, et plus particulièrement l'importance des discours. La plupart de ces éléments se retrouvent dans les mobilisations contemporaines, que ce soient sur le plan organisationnel, des identités, de la nature des revendications et des structures d'opportunité politique.

L'analyse des mouvements sociaux transnationaux récents, abordés dans leurs configurations nationales, révèle leurs ancrages nationaux sur le plan de la structure d'opportunité politique et des ressources mobilisatrices liées à certaines permanences identitaires et sociales. À cet égard, Marco Giugni, Marko Bandler et Nina Eggert font le point sur les contraintes nationales qui perdurent au moment où les mouvements sociaux nationaux s'engagent dans des mouvements transnationaux. Outre la variation des structures d'opportunité politique liée aux traditions d'interaction des mouvements et des syndicats avec leurs États nationaux, à travers l'exemple du mouvement altermondialiste en Europe, puis plus particulièrement en Suisse, ils rappellent l'importance de l'histoire des mouvements sociaux nationaux eux-mêmes dans la construction de solidarités par-delà les frontières. En Suisse en particulier, ce ne sont pas les mêmes organisations qu'en France ou en Italie qui constituent le socle des mobilisations: on y trouve en première ligne les mouvements écologistes et pour la paix, quand les militants altermondialistes français et italiens sont avant tout issus des syndicats et des partis politiques d'extrême gauche. Cette trace que laissent les configurations institutionnelles présidant aux rapports des mouvements sociaux aux États nations, détermine en partie la résilience de ces mouvements et leurs capacités de rebondissement sur de nouvelles échelles de lutte.

Dans la recherche menée par Leonore Lyons à Singapour et en Malaisie, les configurations institutionnelles nationales ressortent également comme des limites importantes aux capacités mobilisatrices des mouvements de femmes migrantes qu'elle étudie. À partir du cas de la défense des travailleurs migrants, elle souligne la permanence des structures politiques héritées de l'époque coloniale, et l'importance des positionnements politiques de ces pays vis-à-vis des États-Unis dans la construction des réseaux de solidarité transnationale. Elle montre la nécessité d'une plus grande clarté conceptuelle afin de distinguer entre les organisations transnationales d'un côté et un cadre de référence transnational de l'autre. Les militants locaux peuvent faire référence à des problématiques ou des enjeux transnationaux tout en restant strictement à l'intérieur des frontières nationales. En outre, le cas particulier de la migration qu'elle soulève pointe vers des situations où la perspective de la solidarité avec l'«Autre», celui venu d'ailleurs mais vivant sur un même territoire, dans certains contextes politiques nationaux, demeure incompatible avec la défense des intérêts des citoyens légalement désignés.

Toutefois, la force des traditions organisationnelles des mouvements ainsi que des modes d'interaction avec les gouvernements ne constituent pas toujours une limite indépassable. L'étude des mobilisations transfrontalières dans le cas du secteur des transports en Europe, réalisé par Aurélie Decoene, Corinne Gobin et Nadia Hilal, est très instructive à cet égard. Les barrières à la construction de solidarités syndicales paneuropéennes ont maintes fois été soulevées par la littérature, du fait du modèle européen de concertation qui nie les rapports de force entre syndicats et patronats. Malgré tout, les auteures montrent que, dans le secteur du transport, une série d'éléments « nouveaux » ont permis le développement progressif de mobilisations à l'échelle de l'Europe et le changement corollaire de stratégies de protestation des organisations syndicales européennes de ce secteur. Pour comprendre ce phénomène, elles notent l'importance du changement de perception des possibilités de succès des mobilisations par les militants de la base, changement lié aux expériences positives des cheminots français lors des grèves de 1995. La représentation des structures d'opportunité politique et les modèles de mobilisations nationales peuvent alors intervenir comme moteur pour rompre avec des traditions qui ne donnent pas de satisfaction et développer des solidarités transfrontières chez des militants de base engagés dans l'action collective à l'échelle européenne.

Ainsi, l'ensemble des permanences d'ordre idéologique, institutionnel et relationnel qui interrogent la construction sociale des discours, des pratiques et des rapports de pouvoir ne doit pas masquer les capacités innovatrices des acteurs et actrices qui aspirent au renversement de rapports de force inégalitaires.

Solidarités des militants : des figures du changement

L'histoire limite sans doute l'univers des possibles des militants et militantes, mais elle ne peut se faire sans acteurs et actrices engagés dans le changement de leurs conditions de vie et des rapports sociaux. Figures du changement, les militants transnationaux sont aussi des personnes réelles vivant des situations particulièrement originales du fait des solidarités sans frontières qu'ils construisent.

Nous publions ici en français l'article de Sydney Tarrow sur le militant cosmopolite, déjà disponible en italien et en anglais, qui souligne le caractère ancré mais aussi profondément moderne de la figure du militant « cosmopolite ». Inscrits dans des réseaux relationnels étoffés au niveau local, les acteurs clefs de la transnationalisation des solidarités sont également des personnes dotées de ressources peu communes en ce qui a trait à la langue, à la capacité de s'adapter à des contextes variés et de faire des liens analytiques parfois très complexes entre différentes situations. Tarrow propose une figure du militantisme transnational réaliste, qui réfute à la fois l'image d'un citoyen postnational et déraciné et celle d'un « touriste transnational ». Certes, le militant cosmopolite bénéficie des avantages liés aux nouvelles technologies et à la réduction des coûts du transport aérien. Toutefois, lors-

qu'il analyse plus en détail la figure de l'immigrant qui milite pour son pays d'origine, Tarrow met en évidence l'importance de bases relationnelles stables et étendues dans le pays d'adoption. En outre, l'auteur souligne les risques encourus par un militantisme transnational fondé sur des représentations individuelles devenues caduques de réalités politiques, sociales et économiques de pays d'origine en continuelle transformation.

Si les militants eux-mêmes peuvent être victimes d'illusions d'optique concernant les changements de contextes où la diversité des populations et des appartenances se multiplie à un rythme effréné, on peut se demander comment la construction d'une «mondialisation par le bas» pourrait s'affranchir des dynamiques de cloisonnement qui la traverse, notamment celles liées aux rapports sociaux de sexe et de race. L'analyse de Carmen Díaz Alba, qui concerne un réseau féministe transnational en Amérique latine, met en évidence l'apport, sur le plan théorique, des critiques féministes à l'endroit du mouvement altermondialiste et de son analyse du libre-échange économique. L'émergence de ce réseau de militantes, ancré dans les groupes de base, ne peut s'appréhender sans prendre en considération les rapports de pouvoir et de domination au sein des structures internationales, comme fut le cycle onusien de conférences sur les femmes. Carmen Díaz Alba soutient que l'émergence et la poursuite de la transnationalisation des solidarités ne dépendent pas seulement des stratégies développées vis-à-vis des institutions internationales, mais bien plus des rapports de force que le réseau est capable de construire avec d'autres mouvements sociaux, à l'échelle du pays, mais également à l'échelle planétaire, lors de rencontres telles que les Forums sociaux mondiaux.

La contribution d'Elsa Beaulieu sur la Marche mondiale des femmes complète cette analyse. D'une part, elle démontre que les militantes au centre de la Marche mondiale des femmes, celles qui ont été à l'avant-scène du mouvement depuis la fin des années 1990, sont dotées de l'ensemble des ressources caractéristiques des «militants cosmopolites», même si l'absence de ressource matérielle pose des contraintes fortes à la consolidation du réseau. D'autre part, elle insiste sur la manière dont les relations inégalitaires Nord-Sud à la fois participent de la compréhension de «l'état» des solidarités et, en même temps, sont susceptibles d'être renversées. Réseau transnational composé de femmes du Nord et du Sud, la direction de la Marche mondiale des femmes est aujourd'hui assurée par les femmes du Sud, qui ont progressivement réussi à faire leur place au sein du mouvement initié au Québec. Ce sont bien les tensions et les rapports de force qui composent le processus qui en font un phénomène dynamique et changeant. Son étude de cas permet, par ailleurs, de comprendre de manière très explicite comment l'existence de réseaux transnationaux se transforme dans le temps, sous l'effet des dynamiques internes du mouvement, mais également de l'articulation toujours complexe au quotidien et sur le plan symbolique des différentes échelles de lutte. Entre «permanence» et «changements», sous l'impulsion des acteurs et de leurs actions, la transnationalisation des solidarités se construit ici au jour le jour.

Plus largement, le projet politique porté par une certaine frange des militants transnationaux, qui est celui de la recherche d'un nouvel ordre mondial, n'est pas nouveau en lui-même et fait suite à une longue histoire de luttes sociales et politiques. Toutefois, il n'est pas toujours relayé par les perspectives théoriques des universitaires. Carlos R.S. Milani et Ruthy Nadia Laniado dans l'article présenté ici sur les mouvements féministes et écologistes transnationaux redonnent toute leur importance aux contenus revendicatifs de ces mouvements : ce qui importe, ce sont aussi les idées des acteurs, et non seulement leur organisation ou leurs ressources. Les théories de sociologie politique du Nord pèchent sans doute par la négligence de l'importance de ces idées d'émancipation, de justice, de démocratie et de redéfinition des relations économiques et sociales développées par les acteurs et actrices de ces mouvements dont le travail proprement politique de construction, de reformulation des idées est tout aussi important que celui de les manifester et de les faire passer sur le plan des gouvernements.

L'importance de la construction de discours et de la diffusion des idées à l'échelle transnationale se confirme à la lecture de l'article de Sébastien Roux concernant une association qui travaille auprès des prostituées en Thaïlande. L'auteur met l'accent sur la force politique accordée, sur le plan local, aux militantes porteuses d'idées élaborées dans des réseaux transnationaux qui leur permet d'avoir reconnaissance, légitimité et financement. Malgré l'écart entre le discours, construit par des prostituées du Nord, sur les travailleuses du sexe et la réalité thaïlandaise, l'association adopte ce vocabulaire tout en maintenant des pratiques locales différentes.

Nous concluons ce numéro sur le témoignage de Sylvia Estrada Claudio concernant les rencontres internationales des femmes sur la santé, un processus débuté en 1977 et qui perdure aujourd'hui. L'auteure, qui est aussi participante active de ces rencontres, nous livre un récit vivant de la mise en œuvre des solidarités sans frontières au fil du temps. Malgré la diversité de provenance des participantes et leurs différences parfois fondamentales, les militantes ont développé des stratégies pour permettre à la transnationalisation de leur mouvement de se poursuivre en absence d'organisation internationale qui assure le suivi entre deux conférences : identités flexibles ; structure organisationnelle très légère, voire inexistante, mode de gestion pragmatique des conflits, et surtout, reconnaissance de l'insertion des militantes individuelles dans des appartenances identitaires multiples, nationales, de genre, de race et de classe ou caste, combinant divers systèmes d'oppression qui ne leur permettent pas toujours d'accorder leur soutien aux revendications et aux discours sur la santé reproductive et le contrôle des corps. La construction collective d'analyses et de revendications dans des rencontres internationales, même entre militants cosmopolites, n'est pas facilement libérée des préjugés, des représentations sociales de la réalité ni des contraintes politiques, juridiques et sociales des pays d'origine.

À la lecture des articles de ce numéro, il apparaît que l'action collective transnationale ne se développe pas hors du monde. Comme toutes autres formes d'actions collectives, elle s'inscrit dans une histoire, des répertoires

d'action tout en se construisant dans un contexte spécifique et des lieux particuliers qui vont teinter ses formes concrètes d'éléments « nouveaux » ou, tout du moins réinventés. La transnationalisation des solidarités dépend également des militants qui la portent; militants eux-mêmes enracinés dans des contextes, mais de plus en plus mobiles et confrontés à d'autres expériences militantes qui viennent alimenter leurs pratiques. Si nous devons éclairer un élément novateur dans les vagues de mobilisations transnationales actuelles, ce serait probablement celui-ci: le fait qu'une génération sans cesse croissante de militants et militantes ait la possibilité de se déplacer hors des frontières nationales, peu importe, à la limite, la distance réelle séparant deux événements de mobilisation. Cette fluidité des trajectoires, pour inégalement réparties qu'elles puissent être, n'en modifient pas moins le contenu et la forme des luttes transnationales. Ainsi se construisent des frontières floues entre d'un côté des pratiques et des discours hérités d'une socialisation dans une culture politique nationale, traversés par la prédominance de certains rapports sociaux, la construction sociale et historique d'identités individuelles et collectives, l'entretien d'une mémoire de l'action collective en partie structurée par les rapports aux autorités et d'autre part, des discours construits au niveau international, inscrivant les pratiques transnationales de solidarité dans des représentations cosmopolites de la citoyenneté et de l'identité, dans des modes d'interaction avec de nouvelles autorités, internationales ou suprarégionales, dans des formes organisationnelles et des répertoires d'action collective à géométrie variable, dépendant sans doute encore beaucoup des acteurs et actrices qui les inventent au quotidien.

Pascale Dufour
Département de science politique, Université de Montréal

Isabelle Giraud
Études Genre
Faculté des sciences économiques et sociales, Université de Genève